EMPIRE CHÉRIFIEN
PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Cote française et Tanger	Un an..	125 fr.	225 fr.
	6 mois..	75 »	125 »
	3 mois..	50 »	65 »
France et Colonies	Un an..	150 »	250 »
	6 mois..	100 »	140 »
	3 mois..	60 »	75 »
Étranger	Un an..	200 »	350 »
	6 mois..	125 »	225 »
	3 mois..	75 »	125 »

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle, n° 101-16, à Rabat.

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.

PRIX DU NUMÉRO :

Edition partielle.....	4 fr.
Edition complète.....	6 fr.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	8 francs

(Arrêté résidentiel du 14 mai 1943)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence "Havas" Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Décret du 19 juin 1943 portant nomination du secrétaire général du Protectorat français au Maroc 509

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Arrêté viziriel du 12 juin 1943 (8 jomada II 1362) allouant une indemnité de caisse aux comptables des établissements pénitentiaires 510

Arrêté viziriel du 12 juin 1943 (8 jomada II 1362) formant statut des agents techniques auxiliaires du cadastre. 510

Arrêté viziriel du 12 juin 1943 (8 jomada II 1362) fixant le salaire des agents techniques auxiliaires du cadastre. 511

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Arrêté viziriel du 31 mai 1943 (26 jomada I 1362) fixant les taux moyens de remboursement applicables, au cours de l'exercice 1943, aux matières premières utilisées pour la fabrication, en zone française de l'Empire chérifien, des cageots à fruits et à primeurs destinés à l'exportation 511

Arrêté viziriel du 31 mai 1943 (26 jomada I 1362) fixant les taux moyens de remboursement applicables au cours de l'exercice 1943, aux huiles et emballages utilisés pour la fabrication, en zone française de l'Empire chérifien, des conserves de poissons et de légumes et de certaines préparations à base de fruits 511

Arrêté viziriel du 18 juin 1943 (14 jomada II 1362) portant concession de la franchise postale à la correspondance des officiers et membres des équipages de la marine marchande 513

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant la composition de la commission centrale des droits de porte. 513

Décision du secrétaire général du Protectorat fixant la somme forfaitaire à verser par les demandeurs en autorisation d'installation d'établissements insalubres, incommodes ou dangereux 513

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne 513

Pages	Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant ouverture d'enquête sur le projet d'installation d'un moulin à mouture indigène sur le canal d'amenée de l'aïn Akkous, au lotissement des M'Jalt	514
	Arrêté du directeur du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de juillet 1943	514
	Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones relatif à la transformation de l'agence postale de Christian (région de Rabat)	514
	Nomination d'administrateur provisoire	514
	Concours de l'École de l'air	514
	Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1590, du 8 avril 1943, page 307	514
	Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1597, du 4 juin 1943, page 429	515

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel	515
Promotions pour rappels de services militaires	518
Concession d'une pension de réversion	518

PARTIE NON OFFICIELLE

Lois de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	518
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

Décret du 19 juin 1943 portant nomination du secrétaire général du Protectorat français au Maroc.

- Le Comité français de la Libération nationale ;
- Vu le décret en date du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;
- Sur la proposition du commissaire aux affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Léon Marchal, consul général de 2^e classe, est placé hors cadres et nommé secrétaire général du Protectorat français au Maroc, avec rang de ministre plénipotentiaire, en remplacement de M. Voizard, appelé à d'autres fonctions.

ART. 2. — Le commissaire aux affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Alger, le 19 juin 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité français

de la Libération nationale :

Le Commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JUIN 1943 (8 jourmada II 1362)
allouant une indemnité de caisse aux comptables des établissements pénitentiaires.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1943, les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire percevront une indemnité annuelle spéciale de caisse dont le montant est fixé forfaitairement aux taux ci-dessous :

Economiste de la prison civile de Casablanca	3.000 francs
Economiste de la prison civile de Rabat	2.000 —
Economiste de la maison centrale de Port-Lyautey ..	2.000 —
Surveillant-chef de la prison civile de Meknès ..	2.000 —
Surveillant-chef de la prison civile de Marrakech.	1.200 —
Surveillant-chef de la prison civile d'Oujda	1.200 —
Surveillant-chef de la prison civile de Fès	1.200 —
Surveillant-chef de la prison civile de Port-Lyautey	1.000 —
Surveillant-chef de la prison civile de Mogador.	1.000 —
Surveillant-chef du groupe pénitentiaire de Khouribga	1.000 —
Surveillant-chef du groupe pénitentiaire d'Ifrane.	1.000 —
Surveillant de la prison civile de Mazagan	1.000 —
Economiste du pénitencier de l'Adir	1.000 —
Economiste du pénitencier d'Ali-Moumen	1.500 —

ART. 2. — Cette indemnité est payable par trimestre, à terme échu.

ART. 3. — L'indemnité de caisse prévue par l'arrêté viziriel du 13 septembre 1941 (20 chaoual 1360) cessera, à la même date, d'être payée à ces agents.

ART. 4. — L'indemnité de caisse attribuée par l'arrêté viziriel du 26 novembre 1942 (18 kaada 1361) aux agents billeteurs pourra être cumulée jusqu'à concurrence de huit cents francs (800 fr.) au-dessus des taux fixés à l'article 1^{er} du présent arrêté, pour ceux des agents remplissant à la fois les fonctions de billeteurs et de régisseurs-comptables.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1362 (12 juin 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juin 1943.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JUIN 1943 (8 jourmada II 1362)
formant statut des agents techniques auxiliaires du cadastre.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au service du cadastre un cadre d'agents techniques auxiliaires.

ART. 2. — Les agents techniques auxiliaires exercent leurs fonctions sous la direction des ingénieurs et ingénieurs principaux du cadastre.

ART. 3. — Les agents techniques auxiliaires sont rémunérés sur crédit de personnel et perçoivent un salaire mensuel fixé par arrêté viziriel.

ART. 4. — Le nombre des agents techniques auxiliaires du cadastre est déterminé suivant les nécessités du service dans la limite des emplois inscrits au budget.

ART. 5. — Les agents techniques auxiliaires du cadastre sont recrutés par voie de concours.

Le concours est ouvert aux candidats français ou marocains musulmans dont les titres sont jugés suffisants par le directeur de la production agricole.

Les candidats doivent avoir satisfait aux obligations du service militaire ou assimilé.

L'âge d'admission à concourir est de 20 ans au moins et de 35 ans au plus au 31 décembre de l'année en cours, cette limite étant toutefois prolongée d'un temps égal à la durée légale du service militaire ou assimilé.

ART. 6. — Les agents techniques auxiliaires du cadastre ne peuvent être nommés à la classe de début qu'après avoir effectué un stage probatoire d'une durée d'un an.

Dans le cas où l'année de stage ne serait pas jugée suffisamment probante, ils pourraient être admis à une prolongation de stage ; la durée totale dudit stage ne doit pas dépasser deux années.

Ils peuvent être licenciés sans préavis ni indemnité, soit au cours du stage, soit à son expiration, pour incapacité professionnelle, manque d'assiduité ou si leur conduite est jugée incompatible avec les fonctions qu'ils sont appelés à exercer.

Toutefois, les candidats reçus au concours d'agent technique auxiliaire peuvent être nommés directement à la classe de début dans le cas où ils présenteraient des références techniques particulières laissées à l'appréciation de la commission de classement prévue à l'article 9 ci-après.

Les candidats reçus au concours et qui sont auxiliaires du cadastre depuis au moins deux ans, sont dispensés du stage ; la commission de classement prévue à l'article 9 du présent arrêté statue sur leur classement dans l'échelle des agents techniques auxiliaires.

ART. 7. — Les avancements de classe des agents techniques auxiliaires du cadastre ont lieu au choix.

Nul ne peut être promu à la classe supérieure s'il ne compte trente mois de services dans la classe immédiatement inférieure.

ART. 8. — Les agents techniques auxiliaires du cadastre peuvent percevoir, s'il y a lieu, les indemnités de voiture, de monture ou de bicyclette et, éventuellement, s'ils sont autorisés à utiliser une motocyclette ou une voiture automobile personnelle, les indemnités correspondantes.

ART. 9. — Une commission de classement dont la composition est laissée à la détermination du directeur de la production agricole, statuera sur la situation et le classement dans le cadre des agents techniques auxiliaires du cadastre, du personnel technique du cadastre en fonction à la date de publication du présent arrêté.

Ceux de ces agents dont les services auront été jugés satisfaisants pourront être nommés agents techniques à une classe correspondante à leur mérite et à leur ancienneté, leur temps de service sera imputé sur la durée du stage prévu à l'article 6.

ART. 10. — Les agents techniques auxiliaires du cadastre demeurent soumis pour toutes les dispositions qui ne sont pas contraires à celles du présent arrêté aux règles applicables aux agents auxiliaires régis par l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350).

Toutefois ils sont affiliés à la caisse des rentes viagères dès l'incorporation dans le cadre des agents techniques auxiliaires du cadastre.

ART. 11. — Des arrêtés du directeur de la production agricole fixeront les conditions d'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1362 (12 juin 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juin 1943.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.

ARRETE VIZIRIEL DU 12 JUIN 1943 (8 jourmada II 1362)
fixant le salaire des agents techniques auxiliaires du cadastre.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 12 juin 1943 (8 jourmada II 1362) formant statut des agents techniques auxiliaires du cadastre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les agents techniques auxiliaires du cadastre citoyens français rémunérés sur crédit de personnel perçoivent un salaire mensuel fixé ainsi qu'il suit :

Agents techniques auxiliaires

Hors classe	2.700 francs
1 ^{re} classe	2.415 —
2 ^e classe	2.240 —
3 ^e classe	2.070 —
4 ^e classe	1.900 —
5 ^e classe	1.725 —
6 ^e classe	1.550 —
7 ^e classe	1.380 —
8 ^e classe	1.210 —

La hors classe n'est accessible qu'aux agents chargés de travaux topographiques de terrain.

Pendant la durée du stage probatoire, les agents techniques auxiliaires perçoivent un salaire journalier de 48 francs par jour.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1362 (12 juin 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juin 1943.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

ARRETE VIZIRIEL DU 31 MAI 1943 (26 jourmada I 1362)
fixant les taux moyens de remboursement applicables, au cours de l'exercice 1943, aux matières premières utilisées pour la fabrication, au Maroc, des cageots à fruits et à primeurs destinés à l'exportation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juin 1933 (7 safar 1352) instituant le régime du drawback sur les cageots à fruits et à primeurs destinés à l'exportation ;

Vu la décision prise par la commission prévue à l'article 3 du dahir précité du 1^{er} juin 1933 (7 safar 1352), dans sa réunion du 28 avril 1943 ;

Sur la proposition du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les droits de douane et la taxe spéciale sur les matières premières utilisées pour la fabrication, au Maroc, des cageots ou caisses à fruits et à primeurs destinés à l'exportation, seront remboursés, pour les expéditions effectuées au cours de l'exercice 1943, d'après les taux moyens fixés au barème annexé au présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 jourmada I 1362 (31 mai 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mai 1943.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

* * *

Barème des taux de remboursement applicables pendant l'année 1943 aux cageots (ou caisses) à fruits ou à primeurs fabriqués au Maroc en vue de l'exportation.

DESIGNATION DES EMBALLAGES	MONTANT DES DROITS à rembourser par cent cageots (ou caisses) exportés		
	Droits de douane	Taxe spéciale	Total
18 (pin)	58,83	14,70	73,53
20 (pin)	69,82	17,45	87,27
Billot canarien	33,83	8,45	42,28
Cageot canarien modèle surbaissé (semi-canarien)	29,71	7,42	37,13
Caisse à oranges californienne	72,08	18,02	90,10
Caisse à oranges floridienne	72,85	18,21	91,06
Caisse à mandarines, type Maroc 10 kilos	29,03	7,25	36,28
Caisse sicilienne (mandarines)	21,82	5,45	27,27
Caisse à oignons	126,76	31,69	158,45

ARRETE VIZIRIEL DU 31 MAI 1943 (26 jourmada I 1362)
fixant les taux moyens de remboursement applicables au cours de l'exercice 1943, aux huiles et emballages utilisés pour la fabrication, au Maroc, des conserves de poissons et de légumes et de certaines préparations à base de fruits.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 28 juillet 1931 (12 rebia I 1350) instituant le régime du drawback sur les conserves de poissons, de viandes et de légumes destinées à l'exportation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 septembre 1936 (1^{er} rejeb 1355) accordant le bénéfice du drawback aux emballages utilisés pour le conditionnement des fruits confits ou conservés, des cuites et pulpes de fruits, des confitures, gelées, marmelades, purées de fruits et produits analogues destinés à l'exportation ;

Vu la décision prise par la commission prévue à l'article 4 du dahir précité du 28 juillet 1931 (12 rebia I 1350), dans sa réunion du 28 avril 1943 ;

Sur la proposition du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de douane, la taxe spéciale et les droits de consommation sur les huiles et sur les emballages (boîtes et caisses) utilisés pour la fabrication, au Maroc, des conserves de sardines, de maquereaux, de thon, de bonite, de listao, de palomette et de légumes ou pour le conditionnement de certaines préparations à base de fruits, destinées à l'exportation, seront remboursés, pour les expéditions effectuées au cours de l'exercice 1943, d'après les taux moyens fixés ci-après, par quintal de matière exportée :

Caisses fabriquées avec des madriers en pin	21,17
Caisses fabriquées avec des bois de caissage	25,41
Caisses en carton	125,00
Fers illustrés d'importation	98,75
Fers illustrés imprimés au Maroc	91,87
Fers blancs et fers noirs vernis	89,37
Huiles d'arachides :	
Origine France avec certificat d'origine	162,50
Autres	139,37
Huiles d'olives	200,00

ART. 2. — La liquidation des sommes à rembourser s'effectuera sur la base des poids moyens fixés aux barèmes annexés au présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 jourada 1 1362 (31 mai 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mai 1943.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

Poids moyen des matières premières utilisées dans la préparation d'une caisse de sardines et de maquereaux conservés (année 1943)

FORMAT DES BOITES	NOMBRE de boîtes par caisse	POIDS des caisses vides en bois (1)	POIDS des caisses en carton	POIDS des boîtes vides	POIDS des fonds	POIDS DE L'HUILE	
						Conserves à l'huile	Conserves à l'huile et à la tomate
1/4 club 25 embouties (a)	100	3.300		2.734	2.014	2.450	1.500
1/4 club 30 serties serties	100	4.000		3.780	2.012	3.480	2.320
1/4 club 30 serties serties carton	100		0.600	2.730	2.012	3.480	2.320
1/4 ordinaire 25 embouties (a)	100	4.100		3.493	2.515	4.100	2.500
1/2 sardines 40 serties serties	100	7.000		5.884	3.680	9.350	6.230
4/4 sardines 80 serties serties	50	6.350		5.832	1.840	8.920	5.950
4/4 sardines 80 serties serties carton	50		0.675	5.832	1.840	8.920	5.950
Formats non repris ci-dessus et dont l'exportation est autorisée en cours d'année (sous réserve que l'expédition soit effectuée en caisses complètes d'une même catégorie)							
		Poids net effectif		Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif

L'emploi des emballages en carton est autorisé pour tous les formats. Pour ceux non visés ci-dessus, le poids à considérer est le poids effectif.

(1) Dans le cas où, en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement en emballages bois, il serait fait usage de caisses non standard, le remboursement forfaitaire serait calculé suivant le poids effectif des caisses, les poids moyens étant retenus pour les autres éléments.

(a) Hauteur finie = 24 millimètres.

Poids moyen des matières premières utilisées dans la préparation d'une caisse de thon conservé (année 1943).

FORMAT DES BOITES	NOMBRE de boîtes par caisse	POIDS des caisses vides en bois (1)	POIDS des boîtes vides	POIDS des fonds	POIDS DE L'HUILE	
					Conserves à l'huile	Conserves à l'huile et à la tomate
1/6 (40 x 71,5) serties serties entier	100	3.750	3.674	1.565	1.920	1.200
1/6 (40 x 71,5) serties serties miettes	100	3.750	3.674	1.565	2.400	2.000
1/6 (31 x 86) ^a embouties entier	100	4.050	3.457	2.221	3.300	2.030
1/6 (31 x 86) ^a embouties miettes	100	4.050	3.457	2.221	5.300	3.300
1/3 (49 x 86) serties serties entier	100	5.250	5.292	2.170	4.400	3.200
1/3 (49 x 86) serties serties miettes	100	5.250	5.292	2.170	6.200	5.040
1/2 (62 x 100) serties entier	100	8.200	5.400	2.760	10.200	6.800
1 kg. (73 x 125) serties entier	48	7.250	5.562	2.185	10.200	6.800
2 kg. 500 (120 x 153) serties serties	24	9.850	5.346	1.690	8.500	5.660
5 kgs (125 x 215) serties	12	9.500	4.320	1.840	8.500	5.660
10 kgs (230 x 215) serties	6	9.500	4.320	0.920	8.500	5.660
Formats non repris ci-dessus et dont l'exportation est autorisée en cours d'année (sous réserve que l'expédition soit effectuée en caisses complètes et d'une même catégorie)						
		Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif

L'emploi des emballages en carton est autorisé pour tous les formats, les poids à considérer étant les poids effectifs.

(1) Dans le cas où, en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement en emballages bois, il serait fait usage de caisses non standard, le remboursement forfaitaire sera calculé suivant le poids effectif des caisses, les poids moyens étant retenus pour les autres éléments.

(a) Hauteur finie = 28 mm, 6.

Poids des matières premières utilisées dans la fabrication d'une caisse de conserves de légumes ou de confitures exportée pendant l'année 1943.

ESPECE DES CONSERVES ET FORMAT DES BOITES	NOMBRE de boîtes par caisse	POIDS des caisses vides en bois (1)	POIDS des boîtes vides	POIDS des fonds
1/5 tomates (69 x 55) serties serties	200	5.765	7.000	2.000
1/2 standard (116 x 71,5) serties serties	100	8.050	7.000	1.600
4/4 standard (119 x 100) serties serties	50	8.050	5.300	1.500
5 litres standard (260 x 153) serties serties	10	8.730	3.383	0.677
Formats non repris ci-dessus et dont l'exportation est autorisée en cours d'année (sous réserve que l'expédition soit effectuée en caisses complètes et d'une même catégorie).				
		Poids net effectif	Poids net effectif	Poids net effectif

L'emploi des emballages en carton est autorisé pour tous les formats, les poids à considérer étant les poids nets effectifs.

(1) Dans le cas où, en raison des difficultés actuelles d'approvisionnement en emballages bois, il serait fait usage de caisses non standard, le remboursement forfaitaire sera calculé suivant le poids effectif des caisses, les poids moyens étant retenus pour les autres éléments.

ARRETE VIZIRIEL DU 18 JUIN 1943 (14 jourmada II 1362)
portant concession de la franchise postale à la correspondance des officiers et membres des équipages de la marine marchande.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1939 (16 rejeb 1358) portant concession de la franchise postale à la correspondance des militaires et marins de terre, de l'air et de mer ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1941 (12 hija 1360) fixant les surtaxes aériennes applicables aux correspondances à destination des membres des équipages des bâtiments de guerre en croisière ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admises à circuler en franchise par la poste les lettres simples, c'est-à-dire ne pesant pas plus de 20 grammes, provenant ou à l'adresse des officiers ou des membres des équipages de la marine marchande, à l'exception des lettres expédiées ou reçues par les officiers ou les membres des équipages des navires caboteurs réguliers.

ART. 2. — Les correspondances à destination du personnel de la marine marchande embarqué sur des navires non caboteurs réguliers ou expédiées par lui sont admises jusqu'au poids de 5 grammes au transport par la voie aérienne, sur les lignes françaises.

Le taux de la surtaxe unifiée est fixé à 1 fr. 5.

ART. 3. — Les correspondances officielles échangées dans les mêmes conditions ne sont pas soumises à la limitation de poids de 5 grammes et acquittent une surtaxe aérienne fixée à 1 fr. 50 par 5 grammes ou fraction de 5 grammes.

ART. 4. — Les mandats-poste dont le montant ne dépasse pas 100 francs adressés ou expédiés par les officiers ou membres des équipages de la marine marchande désignés aux articles ci-dessus sont exempts du droit de commission.

ART. 5. — Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 14 jourmada II 1362 (18 juin 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 juin 1943.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

MEYRIER.

Commission centrale des droits de porte.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 mai 1943, la composition de la commission centrale des droits de porte a été fixée ainsi qu'il suit :

- Le directeur des affaires politiques, président ;
- Un représentant de la direction des communications, de la production industrielle et du travail ;
- Un représentant de la direction des finances ;
- Un représentant de la direction du commerce et du ravitaillement ;
- Le chef du service du contrôle des municipalités ;
- Un représentant de la Fédération des chambres d'agriculture ;
- Un représentant de la Fédération des chambres de commerce ;
- Deux délégués du 3^e collège au conseil du Gouvernement ;
- Deux commissaires municipaux désignés par le directeur des affaires politiques ;
- Le chef des services municipaux de Casablanca ;
- Le chef des services municipaux de Rabat.

Etablissements insalubres, incommodes ou dangereux.

Par décision du secrétaire général du Protectorat du 30 juin 1943, la somme forfaitaire à verser par le demandeur en autorisation d'installation d'un établissement insalubre, incommode ou dangereux, a été fixée uniformément à 700 francs, quelle que soit la situation de l'établissement.

La décision précitée abroge et remplace les décisions des 31 mai 1943 et 19 mai 1931.

Bornage de l'aérodrome d'Oujda-Angad.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 22 juin 1943, les limites extérieures de l'aérodrome public de la « Base aérienne d'Oujda-Angad » à partir desquelles sont applicables les servitudes spéciales, dites « servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne », sont figurées par un liséré rouge sur le plan annexé audit arrêté.

Les limites extérieures de l'aérodrome sont constituées par les alignements joignant les bornes définies ci-après par leurs coordonnées en système Lambert Maroc-nord :

BORNES	X	Y
a	816.404	470.991
c	817.474	471.118
d	817.922	471.090
g	818.191	470.511
j	818.180	469.831
k	817.821	469.071
n	817.347	469.115
p	816.375	469.913
r	816.144	470.473

RÉGIME DES EAUX

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 23 juin 1943 une enquête publique est ouverte, du 12 juillet au 12 août 1943, dans la circonscription de contrôle civil d'El-Hajeb sur le projet d'installation d'un moulin à mouture indigène sur une déviation à créer sur le canal d'aménée de l'aïn Akkous aux M'Jatt, à proximité de la résidence du caïd Haddou N'Hamoucha, des Beni M'Tir du nord.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil d'El-Hajeb, à El-Hajeb.

Le projet d'arrêté portant autorisation comporte les caractéristiques suivantes :

L'autorisation serait accordée au caïd Haddou N'Hamoucha des Beni M'Tir du nord.

Les eaux devront être immédiatement et en totalité restituées au canal sans modification de leur composition chimique ni de leur état physique.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Arrêté du directeur du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de juillet 1943.

LE DIRECTEUR DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, p. i.,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays en temps de guerre et, notamment, son article 2 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juillet 1940 relatif à l'établissement d'une carte de consommation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Durant le mois de juillet 1943, les coupons de la carte individuelle de consommation pour Européens auront la valeur suivante :

Coupon A 14 : 500 grammes de sucre.

Coupon A bis 14 : 500 grammes de sucre (ration supplémentaire pour enfants de 18 mois à 4 ans).

Coupon B 14 : 1/3 de litre d'huile comestible.

Coupon C 16 : 250 grammes de savon de ménage marocain en pain.

Coupon C bis 16 : 250 grammes de savon de ménage marocain en pain (ration supplémentaire pour les enfants de 0 à 18 mois).

Coupons D 61 à D 65 inclus :

Coupon « Homme » (au-dessus de 16 ans) : 3 litres de vin par coupon ;

Coupon « Femme » (au-dessus de 16 ans) : 2 litres de vin par coupon ;

Coupon « Adolescent » (de 10 à 16 ans) : 1 litre de vin par coupon.

Coupon E 14 (café) : suivant arrivages.

ART. 2. — Aucune livraison de sucre, d'huile, de savon, de vin et de café ne pourra être faite durant le mois de juillet aux titulaires de cartes individuelles de consommation, si ce n'est sur présentation de leur carte à laquelle les feuilles de coupons doivent être obligatoirement collées.

Rabat, le 26 juin 1943.

LORIOT.

Transformation d'une agence postale.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 23 juin 1943 l'agence postale de 1^{re} catégorie de Christian (région de Rabat) a été fermée au service des articles d'argent et transformée en agence postale de 2^o catégorie à compter du 1^{er} juillet 1943.

Nomination d'administrateur provisoire.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 18 juin 1943, M. Bouvier Gustave-Jules a été nommé, à partir du 18 juin 1943, administrateur provisoire de la société anonyme « Bronzavia », société au capital de 12.000.000 de francs, dont le siège social est à Courbevoie (Seine), 207, boulevard Saint-Denis, et le groupe Afrique du Nord, 240, boulevard de la Gare, à Casablanca.

Concours de l'École de l'air.

Sont admissibles :

Centre de Casablanca

MM. Brit Jean, Briffe Pierre, Lescure Georges, Chairon Jean, Martini Bernard, Darcourt Roger, Rouzaud Pierre, Paireaud Jean, Drougnon Jean-Paul, Bergès Guy, Chollet Georges, Hours Armand, Humbert Jean, Digue Charles, Roux Pierre, Duplan Roger, Rousselet Robert, Bonnet Pierre, Thion Maurice, Bayle Cecil, Perrier André, Bosc Pierre, Sevestre Claude, Saint-Jours Guy, Frayssinet Pierre, Grossetete Pierre, Marc Robert.

Centre de Miliana

MM. Laffineur Jean, Quinel Jean, Campocasso Louis, Atlan Henri, Anliphon Roger, Clément Robert, Laloue Guy, Arrighi Christian, Main Jean, Escarabajal Georges, Montacie Jules, Bartholomot Henri, Durand Pierre, Capron Georges, Forest Jean, Margain Jacques, Gehin François, Chauvineau Pierre, Bar André, Mathiot Armand, Maumejean Marcel, Heldt Michel, Letourneur Yves, Franchi Jean, Depardon Gérard, Ducasse Jean, Vendeuil Pierre, Solves Henri, Ferrando Henri, Ferrando Pierre, Capek-Demurse Jean, Pestre Albert, Baret René, Le Blanc Joseph, Père Jacques, Souillard Jacques, Roux Yves, Turpault Gérard, Mougnot Marcel, Mesnard Charles, Carrier Jean, Dompnier Paul, Poillot André, Donne Paul, Fehner Georges, Seiss Julien, Despouy Raymond, Blanc René, Foscoso Jean, de Boysson Xavier, Locoste Étienne, Bousquet Pierre, Andréani Fernand.

Réactif au « Bulletin officiel » n° 1590, du 8 avril 1943, page 307.

Dahir du 15 mars 1943 (8 rebia I 1362) modifiant le dahir du 24 avril 1937 (12 safar 1356) autorisant la constitution de coopératives indigènes de blés.

Article 2 du dahir du 24 avril 1937, modifié par le dahir du 15 mars 1943. — 3^e alinéa.

Au lieu de :

«soit en consentant des nantissements dans les conditions fixées par le dahir du 27 août 1918 (18 kaada 1336) qui leur est applicable » :

Lire :

«soit en consentant des nantissements dans les conditions fixées par le dahir du 27 mai 1933 (2 safar 1352) réglementant le nantissement des produits appartenant à l'Union des docks-silos coopératifs du Maroc qui leur est applicable. »

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1597, du 4 juin 1943, page 429.

Arrêté viziriel du 15 mai 1943 (10 jounmada I 1362) déclarant d'utilité publique et urgente la construction de casernements de gendarmerie maritime à Casablanca, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette construction.

Tableau annexe :

2^e ligne, colonne « nom des propriétaires » :

Au lieu de :

« M. Sirna François » ;

Lire :

« M. Siena François. »

10^e ligne, colonne « superficie approximative » :

Au lieu de :

« 370 mq. » ;

Lire :

« 870 mq. »

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} mai 1943, M. Bidart Gilbert, commis stagiaire du cadre des administrations centrales du 1^{er} mai 1942, est titularisé et nommé commis de 3^e classe à compter du 1^{er} mai 1943. Il est reclassé en la même qualité au 1^{er} mai 1942 avec ancienneté du 19 mars 1941 (bonification pour services militaires : 2 ans, 1 mois, 12 jours).

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} juin 1943, M. Ledoux Pierre, commis stagiaire du cadre des administrations centrales du 1^{er} mai 1942, est titularisé et nommé commis de 3^e classe à compter du 1^{er} mai 1943 avec ancienneté du 1^{er} mars 1940 (bonification pour services militaires : 3 ans, 2 mois). Il est reclassé commis de 2^e classe à compter du 1^{er} septembre 1942.

JUSTICE FRANÇAISE

Par arrêté du premier président de la cour d'appel du 9 juin 1943, M. Chenard Paul, commis de 1^{re} classe, est reclassé commis principal de 3^e classe à compter du 1^{er} mai 1943, avec ancienneté du 1^{er} février 1941.

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

Par arrêté directorial du 7 juin 1943, M^{me} Archiéri Jeanne, agent technique principal de 4^e classe, atteinte par la limite d'âge, est admise à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance à compter du 1^{er} juin 1943 et rayée des cadres à la même date.

Par arrêté directorial du 22 juin 1943, M. Belkhdja Mohamed Chérif, commis-interprète de 6^e classe, relevé de fonctions le 1^{er} juillet 1941, est réintégré à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêté directorial du 22 juin 1943, M. Rahal Hamza, interprète de 1^{re} classe relevé de fonctions, est réintégré en la même qualité à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêté directorial du 25 juin 1943, M. Malka Elie, interprète de 4^e classe rayé des cadres par application du dahir sur le statut des juifs, est réintégré en la même qualité à compter du 1^{er} mai 1943 (avec ancienneté du 1^{er} juin 1939), et promu interprète de 3^e classe à compter du 1^{er} avril 1942.

* * *

SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêté directorial rectificatif du 17 mai 1943, M. Giacometti Constantin, démissionnaire d'office du 20 février 1942, est réintégré à compter du 1^{er} mars 1943, en qualité de commissaire de police de 1^{re} classe (3^e échelon), avec ancienneté du 1^{er} février 1940 dans la classe et l'échelon.

Par arrêté directorial rectificatif du 20 mai 1943, M. Giacometti Constantin, est reclassé, au 1^{er} mars 1943, commissaire de 1^{re} classe 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} février 1940 dans la classe et du 1^{er} février 1942 dans l'échelon.

Par arrêté directorial du 20 mai 1943, M. Bois Maurice, directeur de prison hors classe, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêté directorial du 15 juin 1943, le gardien de la paix hors classe (2^e échelon) Ahmed ben Larbi ben Kaddour est révoqué de ses fonctions à compter du 16 juin 1943.

Par arrêtés directoriaux des 6 et 9 juin 1943, sont titularisés et nommés à la 4^e classe de leur grade :

(à compter du 1^{er} avril 1943)

M. Witters Roger-Fernand, gardien de la paix stagiaire.

(à compter du 1^{er} juin 1943)

MM. Leccia Michel et Mohamed ben Saïd ben Mimoun, gardiens de la paix stagiaires.

Par arrêté directorial du 9 juin 1943, le gardien de la paix stagiaire Ahmed ben Mohamed ben Ali est licencié de son emploi à compter du 16 juin 1943.

Par arrêté directorial du 17 juin 1943, M. Aninat Joachim, inspecteur des établissements pénitentiaires de 4^e classe, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance et rayé des cadres à compter du 1^{er} juin 1943.

Par arrêté directorial du 19 juin 1943, M. Gandilhon Firmin, secrétaire adjoint hors classe (2^e échelon), atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} juillet 1943 et rayé des cadres à la même date.

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Par arrêté directorial du 11 mai 1943, M. Abécassis Elie, contrôleur principal de comptabilité hors classe, démissionnaire d'office, est réintégré à compter du 1^{er} avril 1943, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1940.

Par arrêté directorial du 31 mai 1943, M. Chetrit Salomon, collecteur de 1^{re} classe, démissionnaire d'office, est réintégré à compter du 24 mai 1943, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1940.

Par arrêté directorial du 7 juin 1943, sont promus à compter du 1^{er} juillet 1943 :

Inspecteur principal de comptabilité de 1^{re} classe

M. Povéda Louis, inspecteur principal de comptabilité de 2^e classe.

Commis principal de 1^{re} classe

MM. Griscelli Jules et Blanchard Raymond, commis principaux de 2^e classe.

Commis principal de 2^e classe

M. Roussel Laurent, commis principal de 3^e classe.

Commis de 1^{re} classe

M. Cotte Robert, commis de 2^e classe.

Par arrêtés directoriaux des 7 et 17 juin 1943, sont promus, dans le service de l'enregistrement et du timbre :

(à compter du 1^{er} janvier 1943)

Receveur de 1^{re} classe

M. Périllat-Piratoine René, receveur de 2^e classe.

Contrôleur spécial de 1^{re} classe

M. Belloq Octave, commis principal de classe exceptionnelle.

Commis principal de classe exceptionnelle

M. Burguès Jean, commis principal hors classe.

Commis d'interprétariat de 2^e classe

M. Mohamed Lebbar, commis d'interprétariat de 3^e classe.

Commis d'interprétariat de 3^e classe

M. Moulay Ahmed ben Taïbi el Ouezzani, commis d'interprétariat de 4^e classe.

(à compter du 1^{er} février 1943)

Commis principal de 2^e classe

M. Vié Achille, commis principal de 3^e classe.

(à compter du 1^{er} mars 1943)

Inspecteur principal de 1^{re} classe

M. Poey Edouard, inspecteur principal de 2^e classe.

Interprète de 1^{re} classe (cadre général)

M. Lévy Albert, interprète de 2^e classe (cadre général).

(à compter du 1^{er} juin 1943)

Commis d'interprétariat de 2^e classe

M. Abdelmejid el Fassi, commis d'interprétariat de 3^e classe.

(à compter du 1^{er} juillet 1943)

Inspecteur spécial principal de 1^{re} classe

M. Mercier Henry, inspecteur spécial principal de 2^e classe.

Dame employée de 3^e classe

M^{me} Monjot Marie, dame employée de 4^e classe.

Commis d'interprétariat de 2^e classe

M. M'Hamed Serghini, commis d'interprétariat de 3^e classe.

Commis d'interprétariat de 3^e classe

M. Abderrahman ben Mohamed Lantry, commis d'interprétariat de 4^e classe.

Par arrêté directorial du 10 juin 1943, M. Depasse Jean, rédacteur principal de 2^e classe, est promu sous-chef de bureau de 3^e classe à compter du 1^{er} juillet 1943.

Par arrêté directorial du 24 juin 1943, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite ou à la liquidation de leur compte à la caisse de prévoyance marocaine à compter du 1^{er} août 1943, MM. Penpenic Pascal et Mathieu Joseph, préposés de 1^{re} classe des douanes, atteints par la limite d'âge.

Par arrêté directorial du 24 juin 1943, M. Boussion Bernard, contrôleur de 1^{re} classe des impôts directs, est nommé contrôleur principal de 2^e classe à compter du 1^{er} juillet 1943.

* * *

DIRECTION DES COMMUNICATIONS.
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

(Office des P.T.T.)

Par arrêté directorial du 22 janvier 1943, sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 10 août 1942 admettant M. Barthélémy Alphonse, facteur de 3^e classe, à faire valoir ses droits à la caisse de prévoyance marocaine à compter du 1^{er} septembre 1942.

Par arrêté directorial du 28 février 1943, M. Jimenès Antonio est admis à faire valoir ses droits à la caisse marocaine des pensions civiles ou à la caisse de prévoyance marocaine et rayé des cadres à compter du 1^{er} mars 1943.

Par arrêté directorial du 28 février 1943, M. Salmon René, commis révoqué de ses fonctions, est réintégré et nommé à titre provisoire commis de 2^e classe à compter du 1^{er} mars 1943.

Par arrêté directorial du 19 avril 1943, M. Proust Georges, contrôleur adjoint, est admis à faire valoir ses droits à la caisse marocaine des pensions civiles et rayé des cadres à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêtés directoriaux du 23 avril 1943, sont promus :

Rédacteur des services extérieurs de 1^{re} classe

M. Vatant Benoit à compter du 16 avril 1943.

Rédacteur des services extérieurs de 2^e classe

M. Chatelet Bernard à compter du 16 avril 1943.

Receveur de 1^{re} classe (1^{er} échelon)

M. Hercher Raoul à compter du 16 juin 1943.

Contrôleur de 1^{re} classe

M. Briscadieu Ernest à compter du 1^{er} juin 1943.

Contrôleur de 3^e classe

MM. Casile Paul à compter du 21 mai 1943 ;

Fuma René à compter du 1^{er} juin 1943.

Surveillante principale de classe personnelle

M^{lle} Sonnier Eléonore à compter du 1^{er} avril 1943.

Receveur de 5^e classe (1^{er} échelon)

M. Desbrières Auguste à compter du 26 juin 1943.

Receveur de 5^e classe (2^e échelon)

MM. Vespérini Jacques à compter du 16 mai 1943 ;

Antonsanti Pierre à compter du 21 mai 1943.

Contrôleur adjoint

MM. Etori Paul à compter du 16 avril 1943 ;

Riquier Léon à compter du 21 avril 1943 ;

Vallet Arnold à compter du 6 mai 1943 ;

Comole Georges, Vidal Jean à compter du 16 mai 1943 ;

Bartoli Jean à compter du 1^{er} juin 1943 ;

Pallas Bernard à compter du 11 juin 1943.

Commis principal de 1^{re} classe

MM. Latour Jean, Bérard Jean, Casamarta Paul, Théron Paul,

Renaud Marcel à compter du 1^{er} avril 1943 ;

Pelat Georges à compter du 21 avril 1943 ;

Lair Jean à compter du 6 mai 1943 ;

Guillet Maurice à compter du 16 mai 1943 ;

Ortega Joseph à compter du 21 juin 1943.

Commis principal de 2^e classe

MM. Henry Jean à compter du 6 mai 1943 ;

Deborde Augustin à compter du 21 mai 1943 ;

Roques Philippe à compter du 11 juin 1943 ;

Brunet Gaston à compter du 16 juin 1943 ;

Cathala Lucien à compter du 21 juin 1943.

Commis principal de 3^e classe

MM. Gounaud René à compter du 16 mai 1943 ;

Gomila Maurice à compter du 1^{er} juin 1943 ;

Galéazzi Louis, Marin José à compter du 6 juin 1943 ;

Coindoz Marcel, Nury Fernand à compter du 16 juin 1943 ;

Carles André, Cheyrezy Marcel, Valentin Robert et Tous-

saint René à compter du 21 juin 1943.

Commis principal de 4^e classe

MM. Ressouches Jean à compter du 1^{er} avril 1943 ;

Neuts Gaspard à compter du 16 avril 1943 ;

Armengaud Justin à compter du 21 avril 1943 ;

Arretgros Lucien, Bincaz Marcel à compter du 26 avril 1943 ;

Loe Lucien à compter du 21 mai 1943 ;

Champ Sauveur à compter du 6 juin 1943 ;

Dubosc Jean à compter du 11 juin 1943 ;

Bergé Jean à compter du 26 juin 1943.

Commis de 1^{re} classe

MM. Périssé Adrien à compter du 11 avril 1943 ;
Itey Jean à compter du 11 juin 1943.

Commis de 2^e classe

MM. Teboul Georges à compter du 11 mai 1943 ;
Guiraud Georges à compter du 11 juin 1943.

Commis de 3^e classe

M. Barnèdes Jean à compter du 11 mai 1943.

Commis de 4^e classe

M. Proth Robert à compter du 1^{er} mai 1943.

*Vérificateur principal des installations électro-mécaniques
de 2^e classe*

MM. Cartoux Francis à compter du 1^{er} juin 1943 ;
Martin Roger à compter du 16 juin 1943.

Vérificateur de 2^e classe

MM. Damestoy René à compter du 26 mai 1943 ;
Détrie Albert à compter du 16 juin 1943.

Vérificateur de 3^e classe

M. Gobelin Gilbert à compter du 11 juin 1943.

Dame commis principal de 1^{re} classe

M^{mes} Chastang Germaine à compter du 21 avril 1943 ;
Llinarès Louise à compter du 11 mai 1943 ;
Legay Léonie à compter du 21 juin 1943.

Dame commis principal de 2^e classe

M^{mes} Herbouze Lucie à compter du 6 avril 1943 ;
Ghilini Marie à compter du 21 mai 1943.

Dame commis de 2^e classe

M^{lle} Escriva Marcelle à compter du 1^{er} mai 1943.

Dame commis adjointe de 2^e classe

M^{mes} Sagon Jeanne à compter du 21 avril 1943 ;
Tomasi Antonia, Charruyer Idylle et Brouchet Marie à
compter du 16 mai 1943.

Dame commis adjointe de 3^e classe

M^{mes} Clavel Paulette à compter du 1^{er} mai 1943 ;
Michon Sylvaine à compter du 1^{er} juin 1943.

Par arrêtés directoriaux du 27 avril 1943, sont promus :

Manipulant de 5^e classe

MM. M'Ahmed ben Taïeb ben el Biaz à compter du 26 mai
1943 ;

Tahar Dridi à compter du 21 juin 1943.

Manipulant de 9^e classe

MM. El Ouali ben Mohamed Laraki à compter du 1^{er} avril 1943 ;
Ahmed ben Abdeselem ben Abdelali, Larbi ben Abdel-
malek el Alaoui, Mohamed ben Hadj Mohamed, Moha-
med ben Mohamed ben et Tayeb Biaz à compter du
11 mai 1943.

Ahmed ben Mohamed à compter du 16 mai 1943.

Facteur indigène de 1^{re} classe

M. Mustapha ben Mohamed el Abdi à compter du 1^{er} avril
1943.

Facteur indigène de 2^e classe

MM. Ahmed ben Abderrahmane ben Haddi et Djilali ben Larbi
el Ghezari à compter du 1^{er} avril 1943.

Facteur indigène de 3^e classe

M. Mohamed ben Caïd Abdeselem el Ouassini à compter du
1^{er} juin 1943.

Facteur indigène de 4^e classe

MM. M'Hamed ben Mohamed et Mohamed ben Driss ben
Hachem à compter du 1^{er} avril 1943.

Facteur indigène de 5^e classe

MM. Abderrahman ben Abdallah ben Abderrahman et Haddi
ben Abbès ben Ayouch à compter du 1^{er} avril 1943.

Facteur indigène de 7^e classe

M. Mohamed ben Rahal ben Haj Larbi à compter du 1^{er} juin
1943.

Facteur indigène de 8^e classe

MM. Abderrahmane ben Haj Mostapha ben Haj Bouanan, Abdes-
selam ben Ahmed ben el Hachmi, Boubeker ben Mohamed ben
Ahmed el Kadiri, Mohamed ben Allal ben Dris, Mohamed ben Bouazza
ben Mohamed, Mohamed ben Tahar Moulay Abderrahmane ben
Ahmed ben Messaoud.

Par arrêtés directoriaux du 29 avril 1943, sont reclassés les
facteurs de 9^e classe désignés ci-après, bénéficiaires de rappels de
services militaires :

M. Ortola Lucien, facteur de 7^e classe à compter du 1^{er} juillet
1942 ;

M. Liatard Victor, facteur de 8^e classe à compter du 1^{er} juillet
1942, et de 7^e classe à compter du 6 avril 1943 ;

M. Seilles René, facteur de 8^e classe à compter du 1^{er} juillet
1942, et de 7^e classe à compter du 11 avril 1943 ;

M. Fernandez Manuel, facteur de 8^e classe à compter du 1^{er} juil-
let 1942 ;

M. Delphino Joseph, facteur de 8^e classe à compter du 1^{er} juil-
let 1942 ;

M. Maria Isidore, facteur de 8^e classe à compter du 21 août
1942 ;

M. Béringuer Jean, facteur de 8^e classe à compter du 16 sep-
tembre 1942 ;

M. Détréz Emile, facteur de 8^e classe à compter du 26 novem-
bre 1942 ;

M. Rios Jean, facteur de 8^e classe à compter du 21 mars 1943 ;

M. Pepe Joseph, facteur de 8^e classe à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêtés directoriaux du 30 avril 1943, sont pronus :

Contrôleur de 2^e classe

MM. Darroussat Arne et Dionisio Yves à compter du 16 mai
1943.

Contrôleur de 3^e classe

MM. Amoros François et Mélisson Raoul à compter du 16 mai
1943.

Par arrêtés directoriaux du 6 mai 1943, sont reclassés soudeurs
de 8^e classe les soudeurs de 6^e classe désignés ci-après, bénéfi-
ciaires de rappels de services militaires :

M. Vattre Marcellin à compter du 1^{er} novembre 1942 ;

M. Grosco Henri à compter du 16 novembre 1942 ;

M. Cathala Louis à compter du 1^{er} décembre 1942 ;

M. Cases Joseph à compter du 16 mars 1943.

Sont reclassés les agents des installations intérieures de 11^e classe
désignés ci-après, bénéficiaires de rappels de services militaires :

M. Fleschi François, à la 8^e classe de son grade à compter du
1^{er} novembre 1942, à la 7^e classe à compter du 16 janvier 1943 ;

M. Barrau André, à la 10^e classe de son grade à compter du
1^{er} septembre 1942, à la 9^e classe à compter du 11 octobre 1942 ;

M. Guérin Edmond, à la 10^e classe de son grade à compter du
1^{er} septembre 1942, à la 9^e classe à compter du 16 octobre 1942 ;

M. Peyroulou Louis, à la 9^e classe de son grade à compter du
1^{er} octobre 1942.

M. Linarès Jacques, agent des installations extérieures de
11^e classe, bénéficiaire de rappels de services militaires, est reclassé
à la 10^e classe de son grade à compter du 1^{er} septembre 1942, et à
la 9^e classe de son grade à compter du 11 octobre 1942.

Par arrêtés directoriaux du 10 mai 1943, sont promus :

Contrôleur de 3^e classe

M. Grandjean Alfred, à compter du 1^{er} juin 1943.

Contrôleur de 4^e classe

M. Boursier Georges, à compter du 1^{er} juin 1943.

DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Par arrêté directorial du 22 mai 1943, M. Toubol Valentin, chimiste de 1^{re} classe du 1^{er} février 1939, est réintégré à compter du 1^{er} juin 1943 et reclassé chimiste hors classe à compter du 1^{er} juillet 1941.

Par arrêtés directoriaux du 1^{er} juin 1943, sont promus :

(à compter du 1^{er} juillet 1943)

Inspecteur des eaux et forêts de 3^e classe

M. Souloumiac Jean, inspecteur de 4^e classe.

Inspecteur adjoint des eaux et forêts de 2^e classe

M. Cateland Eugène, inspecteur adjoint de 3^e classe.

Commis principal de 1^{re} classe des eaux et forêts

M. Lauze Louis, commis principal de 2^e classe.

Sous-brigadier des eaux et forêts de 1^{re} classe

MM. Boé Bernard et Saumière Louis, sous-brigadiers de 2^e classe.

Garde des eaux et forêts hors classe

M. Guérin Louis, garde de 1^{re} classe.

Garde des eaux et forêts de 1^{re} classe

M. Guillot Marcel, garde de 2^e classe.

Garde des eaux et forêts de 2^e classe

MM. Betheder Firmin et Libert Raoul, gardes de 3^e classe.

Cavalier des eaux et forêts de 1^{re} classe

M. Bouazza ben Drioui, cavalier de 2^e classe.

* * *

DIRECTION DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT

Par arrêté directorial du 10 mai 1943, sont promus à compter du 1^{er} juillet 1943 contrôleurs de 1^{re} classe à l'Office chérifien du commerce extérieur : MM. Rollat Henri et Domergue Gaston.

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté directorial du 30 mars 1943, M. Puravel Léon, instituteur adjoint délégué d'enseignement primaire supérieur de 4^e classe, réintégré à compter du 1^{er} mars 1943, est promu à la 3^e classe de son grade à dater du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 19 avril 1943, M. Tedjini Bailich Ahmed, instituteur indigène (ancien cadre) de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} juillet 1943.

Par arrêté directorial du 28 avril 1943, M. Faure Marc, professeur chargé de cours de 2^e classe, démissionnaire d'office à dater du 18 septembre 1942, est réintégré dans ses fonctions à compter du 1^{er} avril 1943.

Par arrêté directorial du 6 mai 1943, M. Amsallem Judah-Léon, répétiteur surveillant de 5^e classe rayé des cadres à compter du 1^{er} janvier 1941, est réintégré dans son emploi à compter du 1^{er} avril 1943.

Par arrêté directorial du 6 mai 1943, M^{me} Lerin, née Chudaca Inès, directrice non agrégée de 1^{re} classe, remise d'office à la disposition de son administration d'origine à compter du 1^{er} janvier 1941, est réintégrée pour ordre.

M^{me} Lerin, atteinte le 1^{er} septembre 1942 par la limite d'âge, est remise à compter de cette date à la disposition de son administration d'origine.

Par arrêté directorial du 1^{er} juin 1943, M. Ruhlmann Armand, inspecteur contractuel des antiquités, est nommé inspecteur de 2^e classe des beaux-arts et des monuments historiques à compter du 1^{er} janvier 1943.

Par arrêté directorial du 5 juin 1943, M. Corriol René, professeur d'E.P.S. (section supérieure) de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 19 juin 1941, M. Saint-Martin Louis, instituteur de 6^e classe, est reclassé au 1^{er} janvier 1943 instituteur de 6^e classe avec 11 mois, 25 jours d'ancienneté (bonification pour services militaires : 11 mois, 25 jours).

Par arrêté directorial du 19 juin 1943, M. Ogé Henri, instituteur de 6^e classe, est reclassé au 1^{er} janvier 1943 instituteur de 6^e classe, avec à cette date 20 mois, 24 jours d'ancienneté (bonification pour services militaires : 20 mois, 24 jours).

Promotions pour rappels de services militaires

Par arrêtés directoriaux des 6 et 9 juin 1943, sont révisées ainsi qu'il suit les situations administratives des agents de la direction des services de sécurité publique désignés ci-après :

NOM ET PRÉNOM	GRADE ET CLASSE	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE	BONIFICATION
MM. Leccia Michel	Gardien de la paix de 3 ^e classe	14 novembre 1941	42 mois, 17 jours
Witters Roger	Gardien de la paix de 4 ^e classe	22 mai 1940	34 mois, 9 jours

Concession d'une pension de réversion.

Caisse marocaine des retraites

Date de l'arrêté viziriel : 15 juin 1943.

Bénéficiaire : Majouba bent Hamida, veuve de Kahbour ben Omar, ex-mokadem à la garde chérifienne, décédé le 8 février 1943.

Montant de la pension de réversion : 836 francs.

Effet : 9 février 1943.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION DES FINANCES

Service des perceptions

AVIS de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 30 JUIN 1943. — *Patentes* : Ksar-es-Souk, 2^e émission 1942 ; Khenifra, 2^e émission 1941 et 1942 ; Fedala, articles 3.001 à 3.027 (domaine maritime) ; circonscription de Sidi-Ali-d'Azemmour, articles 1^{er} à 6.

Taxe d'habitation : Meknès-médina, articles 1.001 à 1.532 (r).

Taxe urbaine : Port-Lyautey, articles 6.501 à 6.791 ; Casablanca-ouest, articles 31.001 à 31.847 (s. 1r) ; Fedala, articles 1.001 à 1.018 (domaine maritime).

Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes : Rabat-sud, rôle spécial n° 3 de 1943.

Taxe de compensation familiale : Settat, articles 1^{er} à 32.

Complément à la taxe de compensation familiale : Meknès et circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, rôles n°s 1 et 2 de 1942.

LE 8 JUILLET 1943. — *Taxe d'habitation* : Rabat-nord, articles 10.001 à 12.699 (1).

LE 12 JUILLET 1943. — *Patentes* : Marrakech-médina, articles 25.001 à 26.480.

Taxe d'habitation : centre de Bir-Jdid-Chavent, articles 101 à 119.

Taxe urbaine : Oujda, articles 1^{er} à 1.875.

Le chef du service des perceptions,
M. BOISSY.

**DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC
GARDE-MEUBLES PUBLIC**

ÉTABLISSEMENTS L. COSSO-GENTIL
9, rue de Mazagan — RABAT
Téléphone : 25.11

Facilités de paiement pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers

PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES

CABINET IMMOBILIER
Robert PARRIAUX

97, Boulevard de la Gare - CASABLANCA - Téléphone : A 51-56

Membre de la Chambre Syndicale
des Hommes d'affaires du Maroc

TOUTES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

AFFAIRES MINIÈRES

“ FONCIA ”

CASABLANCA : 31, boul. de la Gare (passage Glaoui). — Tél. A. 35.34

RABAT : 2, rue Paul Doumer. — Tél. 30.35

MEKNES : 1, avenue Pasteur. — Tél. 24.82

TANGER : 135, rue de Hollande

*La seule organisation immobilière traitant elle-même
ses affaires dans tout le Maroc*

**SPECIALITÉ DE PROPRIÉTÉS AGRICOLES
ET DE LOTISSEMENTS
IMMEUBLES, VILLAS, TERRAINS,
FONDS DE COMMERCE, PRÊTS HYPOTHÉCAIRES**

GÉRANCES DE CAPITAUX

TOUT EST PREVU

Il n'y a qu'à retrouver le B. O.

LE CARTON

est prévu par arrêté du 24-10-1940
comme acheteur
officiel de vieux papiers

“ MATTEFEU ”

l'Extincteur qui tue le FEU !!
du PLUS PETIT... au PLUS GROS!!
du QUART de litre... au 400 LITRES

“ Agréé par l'Assemblée plénière des Compagnies d'Assurances ”

“ INDUSTRIE MAROCAINE ”

G. GODEFIN, *Constructeur*
14, boulevard Gouraud - RABAT - Tél. 32-41